



## Décision individuelle N° 2023-214

<b>Pétitionnaire</b> : société Sky Lift Sud représentée par son président Monsieur Benoît RINGOT pour le compte de l'entreprise FERRARI Construction et du Parc national du Mercantour
<b>Adresse</b> : LE PORTARET 83340 LE CANNET-DES-MAURES
<b>Nature de la demande</b> : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
<b>Intitulé du projet</b> : survol d'approvisionnement et repli de chantier pour les travaux autorisés à Barels
<b>Localisation</b> : commune de Guillaumes

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2019-41 du 28 février 2019 autorisant l'établissement du Parc national du Mercantour à effectuer des travaux de gestion des sentiers pédestres inscrit au PDIPR et situés dans le cœur du Parc national,

**Considérant** la demande de survol formulée en date du 10 août 2023 par Monsieur FERRARI Alexandre, représentant l'entreprise Ferrari Construction,

**Considérant** que la demande concerne des héliportages de matériaux, de denrées et pierres nécessaires à la réalisation des chantiers autorisés par la décision sus-visée pendant la période comprise entre le 1er juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

**Considérant** qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

### DÉCIDE

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société SKY LIFT SUD, représentée par Monsieur RINGOT Benoît, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'acheminement de matériaux, dentées et pierres pour le chantier de travaux sentier à Barels sur la commune de Guillaumes pour le compte de l'entreprise Ferrari Construction et de l'établissement du Parc national du Mercantour, ainsi que le repli de chantier.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote :	RINGOT Benoît
type d'appareil :	Ecureuil AS 350 B3 couleur bleu et blanc
n° de l'appareil :	F-HERZ

**2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.**

**2.4. Nombre de rotations autorisé : 18**

**2.5. Les éventuels vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieure à 1000 mètres du sol.**

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour :

- le mercredi 16 août 2023 – 16 rotations de vivres, matériel, et pierres
- le jeudi 24 août – 2 rotations pour le repli de chantier

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer les services territorialement concernés du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

### **Contacts**

- Service territorial Haut-Var Cians

adjoint : LOIREAU Jean-Noël ([jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)) 06 24 70 22 29

☎ : 04.93.05.59.43 / 06.24.70.22.29

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

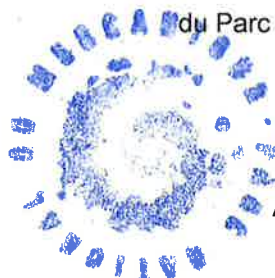
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 11 août 2023

La Directrice  
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

### Copies :

- Service territorial Var-Ciars
- M. CHAUDET Julien

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



